

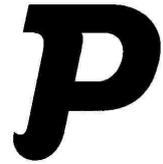


Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-O-O-O-

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC



PRESE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 23.05.2008

Edito

NOUS POUVONS INVERSER LA TENDANCE ET GAGNER !

Alors que SARKOZY et son gouvernement multiplient les attaques contre les acquis sociaux du monde du travail : retraites, 35 h, droits syndicaux, alors qu'il déclare vouloir en finir avec l'héritage de mai 68, la vie des salariés et de leurs familles ne cesse de se dégrader pour ne pas dire arriver à un point insupportable pour les plus modestes : hausse des prix alimentaires, hausse des carburants, salaires bloqués, multiplication des restructurations avec suppressions d'emploi à la clé.

Pendant ce temps, les profits capitalistes continuent à grimper de façon vertigineuse et le chef de l'Etat affiche avec insolence ses goûts de luxe.

Le mécontentement et la mobilisation des salariés grandissent

En même temps que la crédibilité et la popularité du Président de la République ne cessent de décroître, que les scandales dans les milieux patronaux se révèlent au grand jour (les valises de l'UIMM), les luttes des salariés se développent : multiplication des grèves pour l'augmentation des salaires et pour l'emploi.

Les mobilisations interprofessionnelles sont également en hausse : un premier mai 2008 exceptionnel. Il faut remonter à mai 2002 (entre les deux tours des présidentielles (avec LE PEN au 2^e tour) et à mai 2003 contre le CPE pour voir des premiers mai plus importants.

Le 15 mai, dans la fonction publique, a permis de mesurer une nouvelle montée de la mobilisation avec près de 3000 manifestants dans le Cher dont de nombreux lycéens. Le 22 mai pour la défense des retraites a vu une nouvelle montée de la mobilisation : + de 5.300 manifestants.

Il y a une véritable attente de salariés envers les organisations syndicales pour l'organisation de luttes unitaires et interprofessionnelles.

La CGT s'y emploie de toutes ses forces. Pour avancer et pour gagner il faut renforcer notre organisation syndicale en adhérents de façon substantielle. C'est l'affaire de tous les syndiqués qui sont invités à s'impliquer dans la vie syndicale et à militer.

La lutte ne s'arrêtera pas avec les vacances d'été, tout indique qu'il y aura de nouvelles mobilisations à l'automne. C'est maintenant qu'il faut y aller.

Jean-Pierre PLANSON
Secrétaire Général de l'UD-CGT

Sommaire :

*Edito : Nous pouvons inverser la tendance
et gagner :*

P 2 : Retraites et profits.

P 3 : Les salariés de NEXTER (ex GIAT)

P 4 : Chroniques des événements de Mai 68.

P 5 : Formulaire de syndicalisation.

P 6 : Communiqué de l'INDECOSA CGT.

P 7 : Formation syndicale – Souscription - Infos.

P 8 : Pub MACIF.



Retraites et Profits

La réforme des retraites n'est pas une affaire de mesures techniques : c'est un choix de société.

La baisse du niveau des salaires et des retraites, la diminution constante du Pouvoir d'Achat, l'allongement de la durée du travail s'inscrivent dans la recherche du taux de profit maximum pour privilégier la distribution de dividendes aux gros actionnaires sur la hausse des salaires.

La réforme des retraites actuelle est placée dans le cadre d'une offensive du capitalisme contre la notion de solidarité entre les citoyens.

Toutes les réformes mises en œuvre depuis 1993 ont eu pour but de neutraliser le besoin de financement des retraites, en agissant exclusivement sur le montant des droits.

En lien avec les évolutions démographiques, les réformes engagées se sont attachées à retarder l'âge moyen de départ à la retraite à taux plein, ont modifié les règles de calcul de manière à faire baisser régulièrement le niveau des pensions par rapport au salaire d'activité.



Argument employé par Sarkozy, son gouvernement et le MEDEF pour « justifier » cette politique : il ne serait pas possible de financer les retraites sans créer les conditions d'un conflit intergénérationnel.

Qu'en est-il en réalité ? Notamment à la lumière des travaux du Conseil d'Orientation des retraites (COR) il apparaît, contrairement à ces affirmations, parfaitement possible de garantir à tous les salariés, aujourd'hui, y compris aux plus jeunes, les mêmes droits à retraite que ceux de leurs aînés. C'est-à-dire le droit pour tous de partir à 60 ans avec au moins 75 % du salaire d'activité.

Le problème n'est donc pas démographique, il renvoie essentiellement au débat, tabou pour la droite et le MEDEF, sur le partage des richesses entre capital et travail, entre salaires et profits.

En effet, au cours des cinquante prochaines années, le Produit Intérieur Brut devrait être au moins multiplié par deux. Actuellement la part du PIB consacrée aux salaires et retraites est de 60 %. Sur ces 60 % la part de la retraite est de 12 %.

Toujours d'après le COR, il faudrait consacrer à l'horizon 2040-2050 environ 6 points de PIB supplémentaires pour maintenir les droits.

Pour la CGT, ces 6 points doivent être exclusivement prélevés sur les profits, faisant passer leur part dans le PIB de 40 % en 2003 à 34 % en 2050. Sachant qu'elle était de 30 % dans les années 1980, on peut se demander en quoi il serait impossible d'envisager un tel scénario.

Bien sûr, Sarkozy, son gouvernement et le MEDEF s'y refusent totalement et leur plan de réforme des Retraites est avant tout un moyen de réduire le montant réel des pensions et de porter atteinte au pacte intergénérationnel par lequel chaque génération entrant sur le marché du travail accepte de cotiser non seulement pour assurer son avenir, mais aussi pour garantir le futur de celle qui lui succédera.

En fait, l'allongement de la durée de cotisations n'est que la partie la plus visible de la politique menée depuis 1993 pour favoriser les intérêts du secteur financier en démolissant le système de retraite par répartition.

Aussi, contre cette casse programmée, il faut la plus large mobilisation.

Dans la lutte de classe, plus aiguë que jamais, que les forces du capital mènent avec des moyens considérables, nous avons besoin d'une CGT forte, en permanence à l'initiative, avec une orientation claire et de classe, à l'offensive de la confédération à la section syndicale.

La CGT, pour ce combat, doit encore et toujours se renforcer, aussi devons nous être hardis et volontaires pour multiplier les adhésions, pour préparer les futurs retraités, déjà syndiqués ou sympathisants, à rejoindre les sections syndicales CGT de Retraités.

La défense des intérêts matériels et moraux des salariés et retraités en dépend dans une grande mesure.

Les salariés de GIAT / Nexter tiennent à leurs garanties collectives.....

Depuis octobre 2007, suite à la dénonciation par la **Direction de tous nos accords collectifs**, nous sommes engagés dans une **partie de bras de fer à chaque étape de réunion de renégociation d'un nouvel accord Groupe.**

Après avoir liquidé **4000 emplois depuis 2004**, et avoir amené les effectifs du groupe Giat Nexter à **2500 salariés**, la filialisation de l'entreprise et ses conséquences est une véritable machine qui consacrerait un recul social sans précédent.

Allongement du temps de travail, remise en cause des jours de RTT, remise en cause de l'organisation du travail (en horaire normal et en horaire posté), remise en cause des règlements horaire variable.....remise en cause des droits syndicaux tout est passé au crible pour tenter de rayer de la carte le « statut social » des salariés façonné au rythme de décennies de luttes.

En ce sens, la **Direction** est à l'unisson du gouvernement et se comporte le plus souvent en « éclairé » tentant de faire de notre entreprise un terrain d'expérimentation des mesures les plus rétrogrades dictées par Sarkozy/ Fillon.

Arrêts de travail, rassemblements, Assemblées générales, manifestation à la Préfecture, opération « usine vide » soit une quinzaine d'actions unitaires ont été engagées sur les sites de Bourges et de La Chapelle (ex. Luçhaire) depuis 8 mois et se poursuivent.

La CGT informe, propose, agit.

Dans le même temps, les décisions gouvernementales tombent avec la **RGPP qui entraîneraient 54.000 suppressions d'emplois au Ministère de la Défense**, mais avec des conséquences sur les industriels, en terme de réductions de programmes contenus dans la prochaine loi de Programmation militaire qui serait votée à l'automne prochain.....

Ajoutons à cela, la libéralisation outrancière du marché de l'armement qui fait toujours plus courir de risque pour la paix, et la fameuse Europe de la Défense censée réguler « le marché intérieur européen » et nous atteignons là, le summum du libéralisme et de la déréglementation.

Mais tout cela se heurte à de nombreuses contradictions..... :

La Grande Bretagne ne vient elle pas d'annoncer qu'elle préfère acheter un véhicule américain plutôt qu'un véhicule Français ou un autre véhicule de concept européen ?

Décidément, nous n'avons pas d'autres choix que d'agir, d'aider les salariés à se construire un avenir meilleur en s'impliquant dans le syndicalisme.

Au cours de l'année 2007, onze nouveaux adhérents sont accueillis dans la CGT de Giat Nexter, six autres depuis janvier 2008.

C'est encourageant et porteur d'espoir pour demain.



Jean POLY de l'ETBS

En Mai 68, j'étais employé comme ouvrier groupe VII à l'EETBS. Je n'étais pas encore très mur syndicalement. J'avais erré quelques temps dans un syndicat CFDT plutôt «maison», loin d'être efficace, dans lequel je m'étais impliqué ayant cependant une petite fonction !

En 68, grâce à l'insistance d'un jeune camarade (Guy Quenet) et après de multiples sollicitudes ou discussions parfois animées avec lui, j'entre au syndicat CGT de l'établissement. Ce jeune homme était déjà un futur lutteur, fortement impliqué syndicalement avec des convictions politiques rares à son âge !

Ce syndicat était arrivé à son apogée sous l'influence d'un secrétaire très actif politiquement, très reconnu syndicalement par la direction. C'était également un technicien compétent et vu son appartenance politique, il fallait l'être pour pouvoir s'affirmer devant une direction d'un autre bord. Mon jeune camarade en prenait déjà de la graine...

En Mai 68, plusieurs entreprises de Bourges s'étaient mises en mouvement rapidement (SNIAS, ABS, Pyrotechnie...). L'EETBS fut la dernière à réagir, un peu forcée par les grévistes de la Pyro, qui à notre passage obligé, lançaient quelques cailloux contre nos cars, en nous invectivant vertement !

Comme d'autres camarades syndiqués, j'avais honte de notre immobilisme, mais à notre décharge, il faut savoir que le personnel de notre établissement, n'était pas de même souche en général que dans les autres, et que les travaux s'effectuant sur le champ de tir de 40 Kms n'étaient pas à notre avantage pour réussir à mobiliser tout le monde d'un seul coup !

Mais un certain jour, la fièvre syndicale s'étendit sur l'usine. Mon équipe, qui était le fer de lance dans la défense des revendications, n'attendait que l'allumette mette le feu aux poudres... C'était mon jeune camarade qui possédait le détonateur et il su s'en servir avec adresse !

Quelques paroles bien appuyées et un pouvoir de conviction bien à lui suffirent à persuader l'équipe que le combat devait commencer !

En passant dans les ateliers des autres équipes de tir, notre attitude au volontarisme affiché sur nos visages, balaye toutes les réticences et autres hésitations.

Notre détermination, comme un virus foudroyant a contaminé tous les autres ateliers et, si ma mémoire est exacte, je pense que l'action de notre secrétaire général ne fut pas étrangère à la contamination qui s'en suivit. Les chefs d'atelier, pas toujours de notre côté, si toutefois il y en avait, assistaient impuissants au «désastre» ! L'insoumission stagnante éclatait et leur autorité s'écroulait !...

La guerre d'Algérie que j'avais mal digérée, m'avait rendu combatif devant les injustices. J'avais encore le souvenir de la brutalité des CRS devant notre refus de partir et je savais qu'ils étaient là encore dans les grandes villes, contre l'action des grévistes ! J'étais gonflé à bloc quand sous la conduite de notre encadrement syndical, nous franchîmes les portes de l'EETBS, rejoignant nos camarades de la Pyro qui nous accueillirent avec soulagement !

Des réunions eurent lieu à la Bourse du Travail chaque jour pour information et pour l'organisation de ce que je considère encore aujourd'hui comme un combat qu'il fallait mener tous les jours contre le pouvoir borné, mais surpris par l'ampleur, et aussi contre les briseurs de grève et les anti-grèves !

Pour ce qui est de l'EETBS, la CGT devait interdire l'accès de l'établissement à deux endroits bien distincts : la partie usine, route de Guerry et la partie bureau, à Malus, boulevard Lahitolle.

Les deux équipes, assez réduites pour ce partage et un fort nombre de «trouillards» qui n'osaient pas se montrer, étaient composées de femmes et d'hommes volontaires et courageux.

J'étais parmi ces solides à Malus où nous devons rester en place toute la journée, car les anti-grève, comme des chiens affamés, n'avaient qu'une idée en tête, rentrer si par malheur nous avions baissé la garde !



FORMULAIRE de SYNDICALISATION

Afin de faire le point de nos forces syndicales dans le département, nous aurions besoins des renseignements suivants :

Syndicat : _____

- nombre de FNI 2007 :
2008 :

- nombre d'adhésions 2007 :
2008 :

- cotisations 2007 versées à COGETISE :

nombre :

montant :

Si pour diverses raisons, aucune cotisation p'a pu être versée pour l'année 2007, prendre contact avec l'UD.

**Organisation d'un congrès
ou d'une assemblée générale : oui non**

**Merci de renvoyer ces informations
au secrétaire organisation de l'UD.**



COMMUNIQUE de l'INDECOSA-CGT

(association de défense des consommateurs salariés créée en 1979 par la CGT)

CONSOMMATEURS, SALARIÉS, RETRAITÉS, TOUS ENSEMBLE POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET PLUS HUMAINE !

Depuis son entrée en fonction en 2007, le Président de la République ne cesse de souffler le chaud et le froid à l'égard de nos aînés. Dans un premier temps, il se veut inflexible en augmentant les prélèvements et en rognant sur les acquis sociaux et dans un second temps, il annonce que sa priorité est la revalorisation des petites pensions. En tant que citoyens, ne nous laissons pas abuser par cette communication tout « azimut » qui cache une idéologie ultralibérale.

On retrouve ici les vieilles théories d'économistes du début du XX^{ème} siècle qui pensaient à tort que la solidarité rendait les populations dépendantes et oisives. Pour comprendre cette logique et la combattre, nous devons nous pencher sur ce qui a été fait et sur ce qui est en cours.

Les pensions de plus en plus « maigres » et des prix qui s'envolent !

Aujourd'hui, de plus en plus de retraités doivent trouver un emploi ou une activité complémentaire pour boucler leurs fins de mois. Le gouvernement répond quant à lui que pour bénéficier d'une retraite à taux plein, il faut allonger la période de cotisation.

Ainsi, vient de naître le nouveau slogan « **travailler plus longtemps pour gagner pareil... voire moins !** ». Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 n'en finissent pas d'accumuler les profits sans que les pouvoirs publics ne bougent le petit doigt. Une entreprise « transnational » comme Total se trouve de fait délogée pour rendre des comptes en France et c'est la collectivité qui doit payer pour aider les plus démunis (exemple : prime à la cuve pour 750.000 ménages). Pour INDECOSA-CGT, les profits extraordinaires dégagés par la flambée des matières premières pourraient servir à améliorer les pensions de nos aînés et tous les minima sociaux.

Vers une politique de santé à l'Américaine ?

A travers la franchise médicale, la France vient de créer un « impôt » sur la maladie pénalisant en particulier les personnes âgées. **En effet, elle accroît les inégalités dans l'accès aux soins et contribue à la croissance des dépenses de santé.** Par ce biais, on s'inspire du système de santé américain profondément inégalitaire où les dépenses de santé sont les plus élevées du monde. Celles-ci sont passées de 204 dollars par habitant en 1965 à 4481 dollars en 2000. Aux Etats-Unis, une partie des plus de 65 ans et des handicapés est prise en charge par le système fédérale « Medicare » qui rembourse une partie des frais. A l'opposé, ceux qui se trouvent juste au-dessus du seuil de pauvreté n'ont droit à rien et doivent s'assurer eux-mêmes. Aux Etats-Unis, 45 millions de personnes ne disposent d'aucune assurance.

Vers le maintien à domicile à la carte !

Dès 2006, Nicolas Sarkozy alors ministre de l'économie, vantait les mérites du crédit hypothécaire. Utilisé en Angleterre et aux Etats-Unis, il permet à des personnes ayant des ressources insuffisantes et disposant d'un bien immobilier d'en hypothéquer une partie. Dès le début, INDECOSA-CGT s'était inquiétée des conséquences notamment pour le financement du maintien à domicile des personnes âgées. Aujourd'hui, c'est le financement de l'APA qui se trouve menacé par ce biais. D'ailleurs, le Président de la République ne s'en cache pas lorsqu'il déclare le 18 septembre 2007 : « *Le droit à la prise en charge de la perte d'autonomie devra prendre en compte les capacités contributives des personnes* ». Il est bien évident que cette mesure ne vise pas les gros patrimoines, mais bien des personnes qui ont travaillé toute leur vie pour acquérir un bien immobilier.

Aujourd'hui, les inégalités se creusent avec le pouvoir d'achat des ménages qui n'en finit pas de baisser. Le devoir d'un Etat comme le notre, est d'apporter aide et assistance aux plus démunis et ne pas favoriser les plus riches. Si tout comme nous, vous refusez une société à deux vitesses, venez nous rejoindre dans nos actions !

FORMATION SYNDICALE : les prochains stages

Afin que ces stages se déroulent dans de bonnes conditions, inscrivez-vous rapidement auprès de l'UD et déposez vos congés éducation auprès de vos employeurs et cela 1 MOIS avant le début de la formation.

Stages et militants concernés	Dates	Conditions
CHS CGT	du 9 au 13 Juin	Avoir fait le stage Niveau 1
Formation à la Communication	Annulé	
Organisation et Vie Syndicale	2 – 3 & 4 Juin	Avoir fait le stage Niveau 1
Initiation à l'informatique et Internet en coopération avec l'Institut Municipal d'Education Populaire de Bourges (IMEP)	4 – 5 & 6 Juin	Avoir régulièrement accès à un micro-ordinateur connecté à Internet pour que la formation donnée ne se perde pas (1)
Formation de la CE de l'UD Aux membres de la CE et de la CFC de l'UD	23 & 24 Juin	Etre membre de l'une de ces instances

(1) Initiation à Word (traitement de texte) et à Internet (envoyer et réceptionner des messages par Internet. Naviguer sur Internet (consulter des sites, rechercher des informations).

Cette formation s'inscrit dans le cadre des visas Internet de la Région Centre, elle est donc gratuite pour les stagiaires ; en contrepartie une assiduité leur est demandée. Si certains souhaitent utiliser leur DIF, ils peuvent s'adresser à l'accueil de l'Institut Municipal d'Education Populaire de la Ville de Bourges pour obtenir un devis, la formation est alors facturée 7,80 € de l'heure par stagiaire à l'entreprise.

Ce stage peut aussi passer en congé éducation ouvrière comme un stage syndical classique.

Pour tout renseignement supplémentaire, s'adresser à l'UD.

SOUSCRIPTION de l'UD CGT du Cher

* * * * *

En principe, tous les syndicats ont en leur possession, les billets de Souscription 2008 de l'UD.

Déjà quelques syndicats ont placés ces billets et ont rapporté les souches et l'argent correspondant.
Merci à eux.

Nous appelons chaque syndicat à faire de cette Souscription un grand succès.

Merci à vous toutes et tous.

INDECOSA CGT 18

organise une

Assemblée Générale Extraordinaire

le **JEUDI 19 JUN 08**

Salle Bascoulard – Rte de Guerry à Bourges

Matinée de 8 h 30 à 12 h :

Modifications des statuts

Après-midi de 13 h 45 à 17 h 30

Atelier d'échanges et débat sur

«Notre système de santé est menacé»

en présence d'un responsable national de l'Indecosa CGT, d'un membre de l'Union Syndicale Départementale CGT de la Santé et d'un administrateur CGT à la CPAM.

Tous les Secrétaires de syndicats,

membres de la CE de l'UD et membres du CA INDECOSA sont cordialement invités(ées) à ces travaux.

◇ ◇ ◇ ◇

Augmentation du SMIC

au 1^{er} Mai 08

Le SMIC horaire est de 8,63 € bruts de l'heure depuis le 1^{er} Mai 08.

◇ ◇ ◇ ◇



MACIF - CGT LE PROGRÈS SOCIAL POUR TRAIT D'UNION

Notre engagement : vous faciliter l'action militante

- Assurer les Militants
- Défendre les Militants
- Assurer votre Syndicat
- Assurer votre Comité d'Entreprise
- Gérer votre Trésorerie

Vous souhaitez en savoir plus ?

Macif - Direction des Partenariats - 79037 Niort cedex 9
partenariat@macif.fr